

Étude empirique de l'influence de la qualité des institutions sur une économie : Cas de la République Centrafricaine

Empirical study of the influence of institutional quality on an economy: the case of the Central African Republic.

Auteur 1 : Odilon GUESSET BINGOU IV

Auteur 2 : Jerry Fulgence IGNALEAMOKO

Odilon GUESSET BINGOU IV (Ingénieur Statisticien Economiste)
Ministère des Finances et du Budget
Cellule Chargée du Suivi des Reformes Economiques et Financières (CS-REF)
République Centrafricaine

Jerry Fulgence IGNALEAMOKO (Ingénieur Statisticien Economiste)
Ministère de la Santé et de la Population
Coordination du Projet SENI
République Centrafricaine

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : GUESSET BINGOU IV .O & IGNALEAMOKO .J (2024) « Étude empirique de l'influence de la qualité des institutions sur une économie : Cas de la République Centrafricaine », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 24 » pp: 633 – 648.

Date de soumission : Mai 2024

Date de publication : Juin 2024



DOI : 10.5281/zenodo.12734995
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

L'objectif de la présente étude est de cerner l'importance de la qualité des institutions en République Centrafricaine à travers son impact sur l'économie. Pour atteindre cet objectif, la démarche méthodologique utilisée est focalisée sur modélisation vectorielle économétrique VAR pour capter les interactions entre les variables liées à la politique structurelle, la gestion économique, la politique de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité et, la gestion et les institutions du secteur public. Les résultats montrent que lorsque des mesures sont prises pour améliorer la qualité des institutions et des politiques, elles produisent des effets positifs à la deuxième année sur le produit intérieur brut. Ces résultats montrent l'importance de l'application des mesures visant à renforcer la qualité des institutions et politiques en RCA. Les recommandations suivantes seraient pertinentes pour le développement économique et social de la RCA : (i) renforcer la gestion optimale des finances publiques précisément la gestion de la dette publique ; (ii) intensifier les reformes tout en mettant un accent sur les potentiels gains et le temps d'adaptation des acteurs aux nouvelles mesures ; et (iii) renforcer la charte des investissements afin de faciliter les investissements ainsi que leur qualité.

Mots clés : Gouvernance, Qualité des Institutions, Investissement, Produit intérieur Brut

Abstract

The objective of this study is to identify the importance of the quality of institutions on the economy of the Central African Republic. To achieve this objective, the methodological approach used focuses on vector econometric VAR modelling to capture the interactions between variables related to structural policy, economic management, policy to combat social exclusion and promote equity, and public sector management and institutions. The results show that when measures are taken to improve the quality of institutions and policies, they produce positive effects in the second year on gross domestic product. These results show the importance of applying measures to strengthen good governance in institutions and policies on CAR's wealth (GDP). The following recommendations would be relevant to maintaining effective wealth creation: (i) managing budget policies in an optimal manner; (ii) intensifying economic diversification; and (vi) strengthening the investment charter in order to attract FDI.

Keywords: Governance, Institutional Quality, Investment, Gross Domestic Product.

Introduction

A partir des années 1970, sous l'impulsion de nombreux travaux au nombre desquels on trouve les travaux de Coase, North et Williamson, on a assisté au renouvellement de l'économie institutionnelle. La Nouvelle Économie Institutionnelle consiste en un développement des outils néoclassiques pour l'analyse du rôle des institutions dans la coordination et la réalisation des activités économiques.

Les relations empiriques entre la qualité des institutions et le développement économique ont influencé ces dernières années, l'élaboration des stratégies de développement des grandes institutions internationales œuvrant pour la réduction de la pauvreté dans le monde. C'est ainsi que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) s'est fixé entre autres comme objectif, la diffusion des pratiques de la bonne gouvernance dans le monde, en particulier dans les pays en développement.

La promotion de la bonne gouvernance fait également partie des axes primordiaux du Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale dans leur programme de lutte contre la pauvreté depuis la fin des années 1990 dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier. Cela se voit à travers l'indice Country Policy and Institutionnel Assessment (CPIA) de la Banque Mondiale et la révision de la liste des éléments de la conditionnalité de son aide en incorporant une série de réformes institutionnelles que ces pays membres doivent entreprendre afin de pouvoir bénéficier de ses ressources. D'où l'intérêt de notre étude intitulée « Étude empirique de l'influence de la qualité des institutions sur une économie : Cas de la République Centrafricaine ».

Sur le plan étymologique, la gouvernance signifie la manière dont les gens sont gouvernés, et comment les affaires d'un État sont gérées et réglementées. Dans un rapport de la Banque mondiale sur l'Afrique subsaharienne vers la fin des années 80, la question de la gouvernance a été soulevée et définie comme étant l'exercice du pouvoir politique dans la gestion des affaires d'une nation.

Au regard de la définition ci-dessus, la bonne gouvernance consisterait donc à allouer et gérer les ressources de façon à résoudre les problèmes collectifs ; elle se caractériserait par la participation, la transparence, la responsabilité, la primauté du droit, l'efficacité et l'équité dans les relations entre les agents économiques. La gouvernance comprend l'État, mais transcende celui-ci en englobant le secteur privé et la société civile. Il existe une définition toutefois plus simple selon laquelle la gouvernance recouvre les normes, les traditions et les institutions à travers lesquelles l'autorité s'exerce dans un pays pour le bien commun.

La crise de 2013 a accentué les défis criants du développement socio-économique de la République Centrafricaine (RCA) en mettant à mal tout le dispositif institutionnel permettant sa gouvernance économique. Cependant en RCA depuis le retour de la légalité constitutionnelle en 2016 et l'adoption du Plan de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) comme boussole devant mener au développement, on assiste à une croissance persistante autour de 4%. Toute fois le dernier rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale place la RCA au 184e rang sur 190 pays. Plaçant le pays dans le cercle des pays où le climat des affaires est mauvais pour l'entrepreneuriat et les initiatives privées alors que dans le RCPCA les autorités centrafricaines ont prévu de faire du secteur privé le moteur de la croissance. Pour remédier à ce problème, un cadre mixte de concertation pour l'amélioration des affaires (CMC-AA) ainsi qu'une série de réformes ont été mis en place, afin de faciliter le dialogue entre le Gouvernement et le secteur privé et d'améliorer par la même occasion le climat des affaires.

Au regard des performances économiques pas exceptionnelles de la RCA, des efforts consentis par le gouvernement, et la mauvaise qualité de l'environnement des affaires en Centrafrique, notre article se fixe comme objectif d'approfondir le concept de gouvernance à travers un rappel des principales définitions de la gouvernance et une présentation de ces principaux indicateurs d'une part ainsi que les relations entre la situation de la gouvernance de la RCA et ses performances économiques d'autre part.

Pour atteindre cet objectif, nous présenterons d'abord le cadre conceptuel qui encadre cette étude. Nous ferons ensuite une revue de littérature afin de définir les fondements théoriques de notre étude. Par ailleurs, cette revue de littérature servira aussi de guide à travers les travaux empiriques antérieurs pour le choix des variables et notre méthodologie. Enfin nous analyserons l'évolution des variables mettant en lumière la qualité des institutions et la situation économique d'une part. D'autre part nous procéderons à l'estimation des relations entre la qualité des institutions/gouvernance et l'économie Centrafricaine.

1. Cadre conceptuel

1.1 Définition de la gouvernance

Le concept de gouvernance depuis sa première prise en compte par les économistes de la nouvelle économie institutionnelle a été affiné par la communauté des chercheurs, des consultants et des cadres des institutions internationales. Selon les chercheurs **Banegas R. et Meyer P. (2002)**, « Etude sur la gouvernance : stratégies comparées et choix opérationnels », elle demeure un concept flou. De ce fait, il existe diverses définitions de la gouvernance.

Étymologiquement, la gouvernance signifie la manière dont les gens sont gouvernés, et comment les affaires d'un État sont gérées et réglementées. D'après le dictionnaire Oxford, la gouvernance signifie « l'acte ou la manière de gouverner, d'exercer le contrôle ou l'autorité sur les actions des sujets ; un système de règlements ».

Le PNUD (1997), « La gouvernance en faveur du développement humain durable » définit la gouvernance, comme l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. Elle englobe tous les mécanismes et les processus au moyen desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits, assument leurs obligations et règlent leurs différends.

La Banque Mondiale quant à elle offre une définition axée sur la relation entre l'exercice du pouvoir et la recherche du bien commun. En effet, cette institution définit la gouvernance comme l'ensemble des traditions et institutions par lesquelles le pouvoir s'exerce dans un pays dans l'optique d'assurer le bien de tous.

Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004), « The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues » définissent la gouvernance comme étant l'ensemble des traditions et institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays. Cela sous-entend : le processus par lequel un gouvernement est élu, remplacé, et soumis au contrôle public, la capacité d'un gouvernement à définir et à mettre en œuvre des politiques économiques efficaces, le respect des institutions régissant les interactions économiques et sociales entre les citoyens et le gouvernement.

1.2 Mesure de la gouvernance

Dans la littérature, la citation « Les institutions comptent ! » faite par Douglas C. North en 1994 est largement reprise et elle a guidé les politiques de développement et de coopération à travers le monde. Cela a eu pour conséquence une attention croissante portée sur la bonne gouvernance au cours des années 1990. Jusqu'à nos jours on assiste encore à de multiples tentatives visant à quantifier et mesurer ce concept.

Pour s'inscrire dans cette dynamique de quantification impulsée par les quantitativistes, les institutions de Bretton woods et bien d'autres agences ont mis au point une série d'indicateurs permettant de mesurer la gouvernance. Les indicateurs les plus couramment utilisés sont au nombre de cinq :

- Le Guide international du risque pays (International Country Risk Guide – ICRG) qui est élaboré de manière privée et note 140 pays tous les mois ;
- Les indicateurs de la « Freedom House » organisation privée bipartisane américaine, qui classe chaque année 192 pays en trois grands groupes en fonction de leur notation : « libre », « partiellement libre » ou « non libre » ;
- L'indice de perception de la corruption (IPC) publié annuellement par Transparency International et qui couvre 159 pays ;
- Les évaluations des performances des politiques et des institutions des pays (Country Policy and Institutional Assessments (CPIA), réalisées par les équipes de la Banque mondiale et utilisées notamment dans le cadre des décisions d'allocation de prêts sans intérêts et de subventions par l'AID (Association internationale pour le développement, l'une des deux composantes de la Banque mondiale). Ces évaluations sont communiquées au public depuis 2006 (évaluation 2005);
- Les indicateurs de gouvernance de l'Institut de la Banque Mondiale (World Bank Institute – WBI), qui dominent le champ et sont connus sous le nom d'« indicateurs KKZ » (initiales des 2 premiers auteurs : (Kaufmann, Kraay & Zoido-Lobaton). C'est un travail approfondi de compilation d'indicateurs (dont en particulier ceux qui viennent d'être cités), qui couvre entre 204 et 207 pays et auquel la Banque mondiale, notamment à partir de son site internet, donne une grande publicité.

2. Revue de littérature

2.1 Travaux théoriques

La Nouvelle économie Institutionnelle

Ronald Coase (1937), « The nature of the firm » a sur le plan Théorique permis de remettre au centre des débats la question des institutions qui englobe la notion gouvernance. En effet, cet auteur en arrive à la conclusion que l'entreprise est parfois plus efficace que le marché dans la mesure où elle permet d'économiser sur les coûts de transactions. Ainsi, l'organisation (la firme, hiérarchie) représente un thème essentiel par lequel les institutions sont réintroduites dans l'analyse.

Williamson (1985), « The Economic Institutions of Capitalism: Firms, Markets and Relational contracting » considère comme le fondateur de la nouvelle économie institutionnelle a

approfondi la nouvelle économie institutionnelle en faisant la distinction entre le marché, la hiérarchie et les formes hybrides. Selon ce courant de pensée, les institutions comptent et elles peuvent être analysées par les outils de la théorie standard.

L'Économie du Développement et les institutions

North (2005), « le processus de développement économique » met l'accent sur l'analyse du comportement humain dans l'optique de montrer l'importance, le début des institutions. Il pense que les choix des agents économiques sont guidés par leurs perceptions, c'est-à-dire la manière dont l'esprit interprète les informations qu'ils reçoivent. Dans cet ouvrage, il plaide pour la mise en place d'une théorie du changement économique qui intégrerait des théories du changement relatif à la démographie, au stock de connaissances et aux institutions.

Bonne gouvernance et développement

Au début de la décennie 90, le concept de « bonne gouvernance » est adopté par la Banque mondiale. Cette adoption témoigne de l'importance grandissante de l'économie institutionnelle dans les politiques de développement proposées par les institutions. Son caractère multidimensionnel et son importance est lié au fait qu'elle est tant usitée par les experts de la Banque Mondiale et qu'elle est considérée comme l'un des instruments utilisés par la Banque Mondiale pour imposer un modèle de gouvernance tout en se défendant de pratiquer l'ingérence. De ce fait, la gouvernance n'est plus un simple processus en vue d'atteindre un objectif déterminé, c'est devenu une finalité à atteindre. Pour la Banque Mondiale (BM), le développement n'est pas seulement le fait de la dotation en facteurs, elle est également le fruit de la composante institutionnelle en explique une partie. Dans ce contexte, la « bonne gouvernance » est définie par la B.M. comme « La capacité de l'État à fournir les institutions qui favorisent la croissance et la réduction de la pauvreté ».

2.2 Travaux empiriques

Dans cette partie de notre travail, nous passerons en revue quelques travaux effectués par des chercheurs sur des données réelles relatives aux institutions, à la gouvernance et à certains agrégats macroéconomiques.

Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004), « The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues » ont prouvé qu'il y'a une forte corrélation positive entre un indicateur des règles et de lois et le niveau du revenu. Ils montrent par la même occasion que la gouvernance exerce un effet positif sur la croissance.

Kormendi, R., & Meguire, P. (1985), « Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country Evidence. *Journal of Monetary Economics*, 16, 141-163. » ont utilisé des régressions

de croissance en coupes transversales et les indices des droits civils et politiques de Gastil. Les résultats suggèrent un impact direct de l'indice sur l'amélioration de la croissance

Helliwell (1994), « **Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth** », a prouvé l'existence de corrélations positives entre démocratie et croissance économique, la démocratie favorisant le développement en assurant une stabilité et le respect des règles générales du jeu sur le long terme et en instituant le contrôle des dirigeants à travers la transparence et la responsabilité.

Barro (1996), « **Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study**» en utilisant des données de panel sur la période 1960-90 à travers un modèle de Solow et des indices des droits politiques mesurant la démocratie, qu'il transforme ensuite en trois catégories : hautes, moyennes et faibles constate que le niveau moyen de la démocratie favorise le plus la croissance. En effet, quand un nombre modéré de droits politiques a déjà été prorogée, des protections de droits supplémentaires pourraient diminuer la croissance, peut-être en raison de pressions sur la redistribution des revenus.

3. Présentation des données et des variables

Les données utilisées pour cette étude sont des séries chronologiques (2005-2019) provenant de multiples sources de données. Notamment **perspectives monde** pour les agrégats macroéconomiques, **fr.countryeconomy** pour les variables liées aux finances publiques et la **Banque Mondiale** pour les indicateurs CPIA permettant d'évaluer les politiques et des institutions nationales par la banque mondiale.

Tableau n°1 : Présentation sommaire des variables composant l'indicateur CPIA

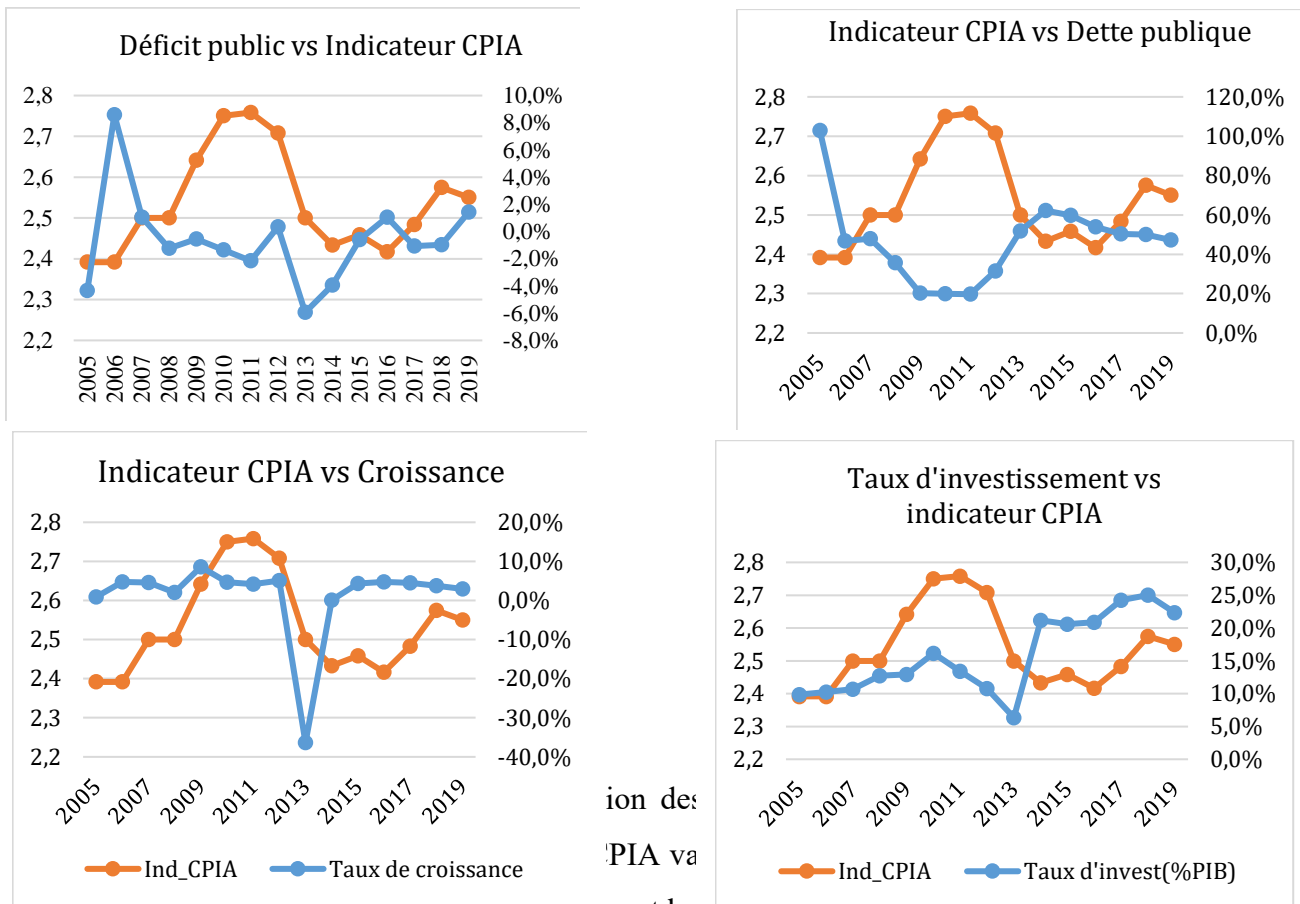
Variables	Codes	Définitions
Politique structurelle		
Commerce	Ind_com	Indicateur mesurant la pertinence du cadre mis en place pour faciliter le commerce
Secteur financier	Ind_fin	mesure de la qualité des mesures facilitant le développement financier
Cadre réglementaire des entreprises	Ind_cre	mesure l'efficacité des mesures juridiques, réglementaire et politiques facilitant les initiatives privées/production
Gestion économique		
Politiques monétaire et de change	Ind_Polmc	Indicateur mesurant la qualité de la politique monétaire

Politique budgétaire	Ind_polb	Indicateur mesurant l'efficacité de l'allocation des ressources et des fonctions de stabilisation
Politique et gestion de la dette	Ind_polgd	indicateur mesurant la gestion de la dette
Politiques de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité		
Égalité des sexes	Ind_es	Indicateur mesurant l'équité entre les sexes
Équité dans l'utilisation des ressources publiques	Ind_urp	indicateur mesurant l'efficacité des dépenses publiques dans la lutte contre la pauvreté
Valorisation des ressources humaines	Ind_vrh	mesure de la pertinence des politiques nationales (public et privé) relatifs à la santé et à l'éducation.
Protection sociale et main d'œuvre	Ind_psmd	mesure de la qualité des politiques de préventions sociales et relatives au marché du travail
Politiques et institutions axées sur la durabilité écologique	Ind_ecolo	indicateur mesurant la qualité de la politique écologique
Gestion et institutions du secteur public		
Droits de propriété et gouvernance fondée sur les règles		Indicateur mesurant l'importance des règles régissant l'activité économique
Qualité de la gestion budgétaire et financière	Ind_gbf	indicateur mesurant la qualité des procédures budgétaires et financières
Efficiences de la mobilisation des recettes	Ind_mr	indicateur mesurant le système de mobilisation des recettes
Qualité de l'administration publique	Ind_ap	mesure la qualité du service public sauf la santé, l'éducation et la police
Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public	Ind_trc	indicateur mesurant la qualité de redevabilité des politiques
CPIA	Ind_CPIA	Indicateur mesurant la performance de chaque pays par rapport aux 16 critères (ci-haut) représentant les différentes politiques et dispositions institutionnelles d'une stratégie efficace de croissance et de réduction de la pauvreté

Source : CPIA Afrique 2020, auteurs

3.1 Description des variables

Graphique n°1 : Evolution comparée des variables macro budgétaires avec l'indicateur CPIA



quantité des institutions et de la gouvernance sont bc

Il ressort au regard des différentes courbes que certaines variables ont la même évolution que l'indicateur CPIA, il s'agit notamment du taux de croissance et du taux d'investissement. Cette tendance commune se justifierait par le fait que dans un pays, des taux de croissance et des taux d'investissement élevés seraient garanties par de bonnes institutions et bons systèmes de gouvernance. D'autres variables en l'occurrence le déficit public et le taux d'endettement évoluent dans une dynamique contraire à l'indicateur CPIA.

3.2 Statistique Descriptive des variables mesurant la qualité des institutions et des politiques en Centrafrique

Tableau n°2 : Résumé des statistiques descriptives

Variables	Codes	Ecart-			
		Moyenne	type	Min	Max
Valorisation des ressources humaines	Ind_VRH	2,40	0,28	2,00	3,00
Cadre réglementaire des entreprises	Ind_CRE	2,00	0,00	2,00	2,00
Politique et gestion de la dette	Ind_PGD	2,50	0,53	1,50	3,00
Efficience de la mobilisation des recettes	Ind_EMR	2,57	0,18	2,50	3,00
Équité dans l'utilisation des ressources publiques	Ind_EURP	2,23	0,37	2,00	3,00
Secteur financier	Ind_SF	2,50	0,00	2,50	2,50
Politique budgétaire	Ind_PB	3,07	0,26	2,50	3,50
Égalité des sexes	Ind_ES	2,50	0,00	2,50	2,50
Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public	Ind_TRCSP	2,50	0,00	2,50	2,50
Commerce	Ind_CM	3,13	0,35	2,50	3,50
Politiques structurelles	Ind_PS	2,55	0,12	2,33	2,70
Protection sociale et main-d'œuvre	Ind_PSMD	2,00	0,00	2,00	2,00
Qualité de l'administration publique	Ind_QAP	2,33	0,24	2,00	2,50
Qualité de la gestion budgétaire et financière	Ind_QGBF	2,37	0,35	2,00	2,50
Gestion et institutions du secteur public	Ind_GISP	2,32	0,13	2,20	2,60
Droits de propriété et gouvernance fondée sur les règles	Ind_DPGR	1,83	0,24	1,50	2,00
Politiques et institutions axées sur la durabilité écologique	Ind_PIDE	2,57	0,32	2,50	3,00
Politiques de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité	Ind_PLES	2,34	0,15	2,20	2,60
Indicateur CPIA	IndCPIA	2,54	0,12	2,39	2,76

Source : Nos calculs

L'observation du tableau ci-dessus indique que les institutions et politiques centrafricaines sont de qualité inférieure. En effet, les scores de bon nombre d'entre les variables répertoriées dans le tableau oscillent en deçà de 3 alors que le score moyen en Afrique Subsaharienne est égal à 3,1 en 2019 selon le rapport CPIA Afrique de juillet 2020. Seule la variable mesurant la qualité des politiques favorisant le commerce a un score dépassant 3 (3,50). Aussi, il faut remarquer que les variables telles que le Cadre réglementaire des entreprises, l'Égalité des sexes, la

Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public, Protection sociale et main-d'œuvre sont de variance nulle et sont inférieures à la note moyenne. Cette nullité de la variance sur une période de 16 ans signifierait que durant cette période ces différents secteurs/domaines n'ont pas subi de transformations visant à améliorer la gouvernance.

4. Spécifications et Estimations

La modélisation vectorielle économétrique VAR est l'outil indiqué pour capter les interactions entre les différentes variables. Sa spécification mathématique est la suivante :

$$\mathbf{X}_t = \sum_{k=1}^p \mathbf{A}_k \mathbf{X}_{t-k} + \boldsymbol{\varepsilon}_t$$

Il faut noter que \mathbf{X}_t est le vecteur des variables, \mathbf{A}_k est la matrice carrée d'ordre 4 constituée des coefficients des vecteurs d'ordre (t-k), p est l'ordre optimal du modèle et $\boldsymbol{\varepsilon}_t \sim \mathbf{N}(\mathbf{0}, \boldsymbol{\Sigma})$ le terme d'erreur.

4.1 Analyse de la stationnarité des Variables

Il est question ici de vérifier l'invariance des séries dans le temps à travers l'existence de racines unitaires étant donné qu'on souhaite étudier les variables sous forme autorégressive vectorielle.

4.2 Tests ADF et PP sur les variables en niveau

Il ressort au regard du tableau ci-dessous que les variables telles que l'indicateur CPIA, le taux d'investissement, le PIBPT et la Dette publique sont non stationnaires alors que les autres le sont

Tableau n°3 : Tests de stationnarité des variables en niveau

Variables (niveau)	ADF	Test PP	Intégration (n>0)
	P-valeur	P-valeur	
Déficit public (%PIB)	0.0008	0.0357*	I(0)
Dette (%PIB)	0.1546***	0.0279*	I(n)
Taux de croissance	0.0017	0.0017	I(0)
PIBPT	0.5276***	0.4892***	I(n)
Taux d'investissement (%PIB)	0.7293***	0.5778***	I(n)
Indicateur CPIA	0.0321*	0.3783***	I(n)

Source : nos calculs

4.3 Tests ADF et PP sur les variables en différence première

Tableau n°4 : Tests de stationnarité des variables en différence première

Variables (Différence première)	ADF	Test PP	Intégration
	P-valeur	P-valeur	
Dettes (% PIB)	0.1335	0.0007	I(1)
PIBPT	0.0014	0.0014	I(1)
Taux d'investissement (% PIB)	0.0004	0.0003	I(1)
Indicateur CPIA	0.0216	0.0215	I(1)

Source : nos calculs

Les données consignées dans le tableau ci-dessous indiquent que toutes les variables non stationnaires le sont après une différence première.

4.4 Détermination du retard Optimal de l'étude

Étant donné le caractère vectoriel de l'étude, il est nécessaire de déterminer le retard optimal permettant de voir la dynamique des variables entre elles.

Les critères d'informations au regard du tableau ci-dessous indiquent le retard 2 comme retard optimal.

Tableau n°5 : Critères d'information pour la détermination du retard optimal

lag	LL	LR	df	p	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0				-130.702	4773.88	19.8146	19.7807	20.1797
1	-77.1968	107.01	16	0.000	28.2692	14.4567	14.3553	15.5522
2	-27.1501	100.09*	16	0.000	.736474*	9.59288*	9.42386*	11.4188*

Source : nos calculs

4.5 Test de Cointégration de Johansen (Test de la Trace)

Le test de la trace dans le tableau ci-dessous indique qu'il n'existe aucune relation de cointégration entre les variables. On conclut que la modélisation VAR avec les variables en différence première est adéquate pour cette étude.

Tableau n°6 : Statistique de la trace

Relation de cointégrations	Parms	LL	Eigenvalue	Trace	Valeur critique (5%)
0 relation	12	-83.265579	.	22.3660*	29.68
1 relation	17	-77.880726	0.53665	11.5963	15.41
2 relations	20	-73.09602	0.49517	2.0269	3.76
3 relations	21	-72.082589	0.13478		

Source : nos calculs

5. Estimations et Discussions

Le but recherché par notre travail a été de déterminer de manière empirique, les relations entre la qualité des institutions/politiques et l'économie de la République centrafricaine. Selon la description des différentes variables, nous avons constaté des relations entre l'indicateur CPIA et les agrégats macroéconomiques de la RCA. Ces relations sont consignées dans le tableau ci-dessous.

On constate que le PIBPT est une fonction décroissante de ses retards et de la dette d'une part. D'autre part, il est croissant en fonction de l'Indicateur CPIA et du taux d'investissement. En effet, ces résultats sont similaires dans une certaine mesure à celles de Paolo Mauro (1995), « Corruption and Growth » sur la corruption et le taux d'investissement et entre la corruption et le taux de croissance du PIBPT sur des données de panel. Il ressort dans le cas de la RCA que lorsque les mesures sont prises pour améliorer la qualité des institutions et politiques, elles produisent des effets à la deuxième année sur le PIBPT. La relation liant le taux d'investissement et la qualité des institutions est plutôt ambiguë et contre-intuitive. En effet, on constate au regard de notre régression que le taux d'investissement est une fonction décroissante de la qualité des institutions ce qui est contraire aux travaux de North et Thomas (1973), « The Rise of the Western World », de North (1981), « Structure and Change in Economic History ». En orientant l'analyse sous l'angle de la dette publique, il ressort que la dette publique décroît lorsque la qualité des institutions s'améliore.

Tableau n°7 : Résultats de l'estimation du modèle VAR

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)
	DPIBPT	DTINVEST	DDETTE	DINDCPIA
L.DPIBPT	-1.115*** (0.201)	-0.089*** (0.011)	0.074** (0.030)	-0.001*** (0.000)
L2.DPIBPT	-0.580* (0.353)	0.027 (0.019)	0.015 (0.052)	0.000 (0.000)
L.DTINVEST	7.095* (3.724)	0.067 (0.201)	-2.023*** (0.554)	0.011*** (0.003)
L2.DTINVEST	6.776*** (2.066)	-0.074 (0.111)	-1.321*** (0.307)	-0.002 (0.002)
L.DDETTE	-4.749*** (1.101)	-0.288*** (0.059)	0.884*** (0.164)	-0.012*** (0.001)
L2.DDETTE	-1.078* (0.615)	-0.060* (0.033)	0.465*** (0.091)	-0.001* (0.001)
L. DINDCPIA	-33.785 (185.795)	-5.931 (10.019)	88.292*** (27.625)	-0.245 (0.165)
L2. DINDCPIA	358.603*** (126.835)	-30.080*** (6.840)	-32.314* (18.859)	0.029 (0.113)
Constant	-33.527*** (8.624)	0.634 (0.465)	4.629*** (1.282)	-0.005 (0.008)
Observations	13	13	13	13

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : nos calculs

6. Conclusion

Le but de cette étude a été de mettre en lumière l'influence ou les interactions entre la qualité des institutions et l'économie centrafricaine. A travers la modélisation VAR et des séries chronologiques sur une période de 16 ans, on a pu mettre en évidence quelques relations allant dans le même sens que la littérature abondante sur l'importance des institutions au sein d'une économie. Au regard des résultats obtenus, les recommandations suivantes seraient pertinentes pour le développement économique et social de la RCA : (i) renforcer la gestion optimale des finances publiques précisément la gestion de la dette publique ; (ii) intensifier les reformes tout en mettant un accent sur les potentiels gains et le temps d'adaptation des acteurs aux nouvelles mesures ; et (iii) renforcer la charte des investissements afin de faciliter les investissements ainsi que leur qualité.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Banegas R. et Meyer P. (2002), « Etude sur la gouvernance : stratégies comparées et choix opérationnels »
- [2] PNUD (1997), « La gouvernance en faveur du développement humain durable »
- [3] Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004), «The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues»
- [4] Kormendi, R., & Meguire, P. (1985), «Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country Evidence. Journal of Monetary Economics, 16, 141-163. »
- [5] Ronald Coase (1937), «The nature of the firm»
- [6] Williamson (1985), «The Economic Institutions of Capitalism: Firms, Markets and Relational contracting »
- [7] Helliwell (1994), «Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth »
- [8] Barro (1996), « Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study »
- [9] Paolo Mauro (1995), « Corruption and Growth »
- [10] North et Thomas (1973), « The Rise of the Western World »
- [11] North (1981), «Structure and Change in Economic History»
- [12] Rapport CPIA Afrique (2020), « Sauvegarder le capital humain pendant et après la COVID-19 »